

# Covid-19

**Ayons une attitude responsable**

Restons chez nous et appliquons les consignes données par le gouvernement. **Le redction**

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 02 AVRIL 2020

# 577

# Malikilé

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION

## LÉGISLATIVES

# Le Constat mitigé de la COCEM



**Législatives 2020** : Après le 1er tour, les constats et les défis à relever



**Sécurité Alimentaire au Mali** : Un besoin de 56 000 tonnes

# FOFY<sup>®</sup> INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

## CUIVES

## MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie



<b>Une</b>	Législatives : Le Constat mitigé de la COCEM	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	En Un Mot : L'autre pandémie	<b>P.11</b>
	Pandémie du Covid-19 : UBA apporte plus de 58 Millions DE F CFA	<b>P.11</b>
	Tambacounda (République du Sénégal) : C'est la panique après le décès brutal d'un émigré	<b>P.11</b>
	Couvre-feu contre COVID-19 : La police frappe les contrevenants à Bamako	<b>P.12</b>
	Elections Législatives A Dioïla : L'honorable Mamadou Diarrassouba contraint à un 2ème tour	<b>P.12</b>
	Maltraitance de l'enfant de Rokia Traore : Les membres de la fondation passerelle prouvent le contraire	<b>P.13</b>
	Mali : 49 motos pour les forces de sécurité de Mopti	<b>P.13</b>
<b>Actualité</b>	Communiqué du conseil des ministres du mercredi, 1er avril 2020	<b>P.15</b>
	Sécurité Alimentaire au Mali : Un besoin de 56 000 tonnes	<b>P.16</b>
	Violences basées sur le genre : Des voix s'élèvent !	<b>P.17</b>
	Crise scolaire au Mali : «Les négociations restent au point mort entre le gouvernement et les enseignants grévistes», dixit Adama Fomba	<b>P.18</b>
	Lutte contre le coronavirus : Prendre des mesures partout et à tout moment	<b>P.19</b>
<b>Politique</b>	Législatives 2020 : Après le 1er tour, les constats et les défis à relever	<b>P.20</b>
	Enlèvement du chef de file de l'opposition malienne, Soumaïla Cissé : Les réactions des leaders politiques	<b>P.21</b>
<b>Culture &amp; société</b>	Contre le Covid-19 au Mali : Certains transporteurs en commun foulent au pied les décisions du MTMU	<b>P.23</b>
<b>International</b>	Coronavirus en RCI : Corlay Côte d'Ivoire offre 8130 litres de carburant au ministère de la Santé pour la lutte contre le Covid-19	<b>P.24</b>
	Coronavirus : Le Sénégalais Pape Diouf est décédé	<b>P.25</b>
<b>Sport</b>	Covid-19 : Djoliba, le complexe Karounga Keïta fermé jusqu'à nouvel ordre	<b>P.26</b>

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.13



P.17



P.25





## Législatives : Le Constat mitigé de la COCEM

**L**e premier tour des élections législatives maliennes s'est donc déroulé le dimanche, 29 mars 2020. Les inquiétudes soulevées sur les plans sécuritaires, sanitaires et organisationnelles se sont révélées fondées dans plusieurs cas comme l'a souligné la Coalition pour l'Observation Citoyenne des Élections au Mali (COCEM). La COCEM est une Plate-forme d'Organisations nationales de la Société civile, WILDAF Mali, AMDH, JCI, RPL et SOS Démocratie mise en place en mars 2018. Elle a pour objectif de contribuer au renforcement de la démocratie au Mali à travers leur l'observation électorale en faveur des processus électoraux libres, crédibles, transparents et apaisés. C'est donc un observatoire crédible et impartial qui vient de publier sa Déclaration

préliminaire sur le scrutin du 29 mars 2020. Bien que le vote se soit déroulé de manière apaisée en général, des circonscriptions électorales dans les régions du Centre et du Nord ont cependant connu des violences et des cas d'enlèvements de personnes. A cela s'ajoutent de nombreux dysfonctionnements constatés presque partout.

Le premier tour des élections législatives maliennes du 29 mars dernier n'a donc pas fait mentir tous ceux qui l'appréhendaient dans un contexte de crise sécuritaire et sanitaire liée à la propagation du Coronavirus dans le pays, particulièrement à Bamako, épice de l'épidémie. La Coalition pour l'Observation Citoyenne des Élections au Mali (COCEM) qui a déployé 1660 observateurs dont 160 mobiles sur toute

l'étendue du territoire national a dans un sa Déclaration préliminaire publiée ce lundi, 30 mars 2020, noté que sur le plan organisationnel « 99% de ses observateurs et observatrices ont couvert les bureaux et centres de votes et ont envoyé correctement leurs rapports d'observations aux heures préfixées par le biais des SMS codés ».

Il apparaît ainsi que la COCEM a fait un travail scientifique qui lui permet d'avoir une vue d'ensemble complète du processus du vote, ce qui donne plus de crédibilité à ses constats. Et des constats il ressort que les mesures visant à sécuriser les votants au plan sanitaire n'ont pas toujours été à hauteur de souhait tant à l'intérieur du pays que dans la capitale Bamako. Ainsi la COCEM précise ceci : « Les observateurs de la COCEM ont noté à certains endroits la prise de mesures préventives pour contrer la propagation du virus COVID-19 par le Gouvernement telle que la mise à disposition des masques et gants pour les agents électoraux et du gel. La présence des kits de lavage des mains a été aussi observée dans certains centres de vote. Cependant, la COCEM déplore que





de telles mesures n'aient pas été systématiquement appliquées dans tous les centres et bureaux de vote ». On peut donc en déduire que des milliers de votants ont pu être exposés et éventuellement contaminés au Covid-19 s'ils ont côtoyé des porteurs potentiels du virus. Au plan sécuritaire, la COCIM a témoigné de violences de la part d'hommes armés, particulièrement « dans les localités de Nara, Banamba, Niafunké, Mopti, Koro et Bankass ». Ainsi on

peut lire dans sa déclaration préliminaire que « le vote n'a pas eu lieu dans certaines localités des régions de Mopti, Gao, Tombouctou et Kidal dû à la situation sécuritaire. Des prises d'otages et destruction de matériel électoral ont été observées et des menaces envers les agents électoraux et les électeurs ont entaché le vote dans certaines localités ». Plus précisément la COCIM fait le constat suivant : « Les observateurs de la COCEM ont relevé des incidents sé-

curitaires préoccupants dans les régions de Mopti, Gao et Tombouctou. Plusieurs menaces de mort, cas d'enlèvements de chefs de village, d'agents électoraux et d'une observatrice de la COCEM et destruction de matériel électoral ont été constatés. La coalition déplore ces incidents qui ont sérieusement entaché le déroulement du scrutin dans des localités des régions du nord et du centre ». De même de nombreux centres de votes ont dû fermer leurs portes sous les menaces des terroristes ou n'ont pas du tout ouvert dans d'autres cas pour la même raison. Des bureaux de vote ont été saccagés, le matériel de vote brûlé. Tout cela montre à suffisance que le vote n'a pas été inclusif et que les résultats qui sortiront des compilations seront défavorables à certains candidats dont les partisans n'ont pu voter.

Au plan de l'organisation et du déroulement du vote, la COCIM a mis l'accent sur un certain nombre de dysfonctionnements qui sont de nature à discréditer le processus et à fausser les résultats attendus. Ainsi peut-on lire dans la Déclaration préliminaire ce qui suit : « La COCEM a constaté des cas d'enlèvement de matériel électoral et d'attaques de bureau de vote par des groupes armés, notamment dans les communes de Bellen (région de Ségou), de Yeredon-sayona et Sokolo, dans le cercle de Niono (région de Ségou), à Boni dans le cercle de Douentza (région Mopti), à Youwarou, Niafunké,





Souleymane Ag Anara (VOA)

Goundam, Tombouctou, etc. ». On note que la COCIM ne fait aucun cas des rumeurs de bourrages d'urnes, de fraude aux bulletins de vote comme on l'a constaté sur la toile. Du reste ces pratiques habituelles ont pu être constatées dans les scrutins antérieurs à la crise malienne et sont inhérentes au vote depuis des décennies.

Ainsi, le scrutin du 29 mars 2020 s'est déroulé comme l'aura été l'élection présidentielle de 2018, dans un contexte sécuritaire préoccupant qui se sera manifesté par des violences et des tentatives de sabotage du scrutin par des

hommes armés, particulièrement dans le Centre et le Nord du pays, et par la volonté de certains candidats de se faire élire coûte que coûte y compris par des manœuvres frauduleuses. La seule inconnue reste le taux de participation que des observateurs disent faible et aussi l'impact de l'épidémie du Coronavirus. Pour la Mission d'Observation Electorale de la Synergie a déployé à l'occasion des législatives de 2020, 83 Observateurs à long terme (OLT) et 1 145 Observateurs à -Court Terme (OCT) dans les 55 circonscriptions électorales du Mali ce taux qui était de 7,5 % en mi-journée a finalement

grimpé à 17,2% à la fermeture des bureaux de vote.

Pour l'instant, tout porte à croire que le second tour, fixé au 19 avril 2020, aura lieu, à moins que l'évolution de l'épidémie du Coronavirus ne vienne changer la donne. Il est cependant peu de chance que le scrutin du 19 avril connaisse un réaménagement tant les autorités maliennes sont déterminées à tourner la page de législatives qui traînent depuis 2018.

■ **Diala Thiény Konaté**





**Sekou Samassa**

Les medias font plus de morts que le covid 19 c'est pourquoi je ne regarde plus la télé et je n'écoute plus la radio.



**Touré Abdoul Karim**

Le financement à coût de milliards a été réglé. Tous les moyens ont été trouvés pour réunir des gens. Le scénario "payer des maliens" pour qu'ils viennent parler des problèmes du Mali. Ils ont appelé cela DNI, malgré que l'opposition politique n'y était pas.



Nous avons vus le même scénario lors du premier mandat. Lorsque le roi parlait du train et invitait tout le monde à y prendre place. L'opposition était venue en retard et malgré tout elle a bénéficié du soutien de la société civile pour faire barrage au référendum constitutionnel. Au second mandat, presque la totalité de ceux qui luttait contre le même référendum avec acharnement, se sont retrouvés avec le régime.

En plein élection, le chef de l'opposition est pris en otage. Des moyens ont été mis pour éclipser les quelques députés sortants qui ont toujours fait barrage, à travers des bourrages d'urnes et d'achat de conscience. Tout semble être mis en place pour les réformes institutionnelles issues de l'accord d'Alger à venir. Cela nous coûtera, ce que cela nous coûtera. La fracture sociale est profonde.

Touré Abdoul Karim



**Elhadj Djimé Kanté**

Est-ce trop laver ses mains ne rendrait pas pauvre ? Tchiè moi je ne gagne plus d'argent deh! C'est juste une question.



**Seydou Dolo**

"Après avoir épuisé l'huile de cuisine, on touchera à la pommade." Sagesse Malienne



**Karim Du Faso**

Karim Du Faso à Kpakpato Politique Bassolma Bazié va les flatter encore on va couper leur salaire et lui il va nourrir sa famille avec leur cotisations



**Moctar Coulibaly**

Libération des détenus contre covid 19 en cours Bf Guinée Bissau magagascar cemeroun Tchad Bangui Centrafrique etc vous serez informé en temps réel



## Bouba Fané

Selon nos sources, Après son Don envoyé à Mopti, L'international Moussa Djenebo a offert 3 millions au President de la Federation Malienne de Football afin de remettre au Ministère de la Santé et des Affaires Sociales. Merci pour ce Double Don Moussa Djenebo



## Sory Ibrahim Cisse

Bamako, le 01 Avril 2020 au CSRéf commune III du District de Bamako. Dans le cadre de la lutte contre le #COVID-19, le consortium "COVID-19, la réponse de la jeunesse malienne" a remis des dispositifs de lavage des mains, de carton de gel hydroalcoolique et savons liquide au Centre de Santé de Référence (CSRéf) commune III pour appuyer les agents socio-sanitaires en cette période de crise sanitaire mondiale. Au nom du Conseil Communal de la jeunesse commune III (CCJ-CIII) et à mon nom propre, félicite les membres du consortium pour ces gestes qui rentrent dans le cadre de la solidarité pour lutter contre la pandémie Coronavirus et j'ai réitéré notre disponibilité et notre engagement aux camarades pour la sensibilisation de nos population. Engageons-nous pour couper la chaîne de cette pandémie Coronavirus en respectant les gestes-barrières. Unis, nous bâtissons le Mali !



## Kossa Maiga

Niafunke: un véhicule de transport a sauté sur une mine : bilan 12 morts. Source Seydou Bocar Traoré



## Gouvernement du Mali

### L'AMBASSADE DU MALI EN FRANCE EN DEUIL

L'Ambassade du Mali en France a le profond regret d'annoncer le décès, le 30 mars 2020 à Paris, de Monsieur Mamadou Issa DIABY, Agent du Protocole de l'Ambassade. En cette douloureuse circonstance, l'Ambassade prie pour le repos de l'âme du défunt et présente ses condoléances attristées à sa famille. Les cérémonies de levée du Corps feront l'objet d'un communiqué ultérieur.



## Figaro du Mali

Le gouvernement envisagerait-il le report du second tour des législatives ? Le président est-il dans la dynamique de dissoudre l'AN au cas où ?

"Légiférer par ordonnance" une mesure proposée par plus d'un comme alternative au report des législatives, bien avant le premier tour. Time will tell... Lisez....

<<Sur le rapport du ministre de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions, Porte-parole du Gouvernement, le Conseil des Ministres a adopté un projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances.

Le présent projet de loi est initié en application de l'article 74 de la Constitution.

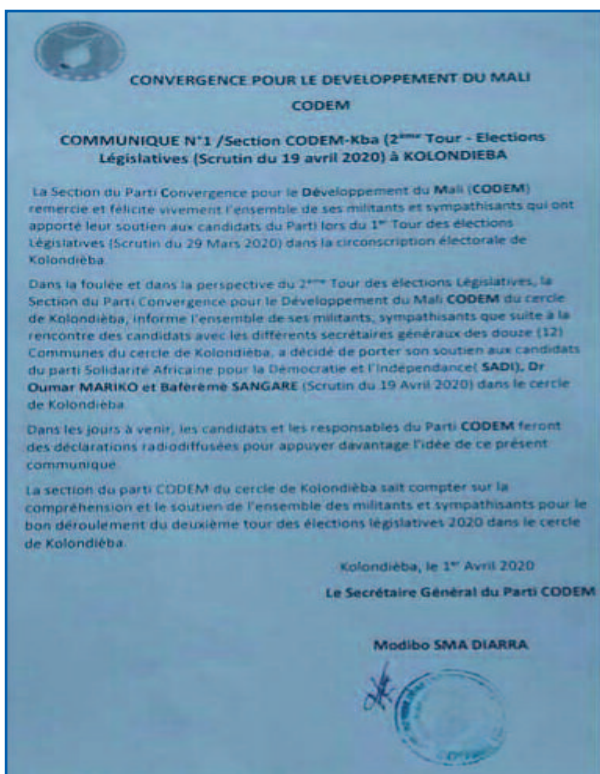
Son adoption permettra au Gouvernement de prendre, par ordonnances des mesures, qui sont normalement du domaine de la loi, durant la période comprise entre le 1er avril 2020 et l'installation de la nouvelle Assemblée Nationale.

Les domaines d'habilitation sont :

- la création, l'organisation et le contrôle des services et organismes publics ;
- l'organisation de la production ;
- les statuts du personnel ;
- les traités et accords internationaux.>>







Le parti CODEM apporte soutien aux candidats du parti SADI lors du 2 e tour des législatives à Kolondieba.

Les travailleurs de l'hôte Laïco Alfarouk confrontés à une injustice criminelle de cette boîte. Volés dans leurs droits, les responsables de l'hôtel traitent ces compatriotes par des baratins juridiques.

Le Mali vient d'enregistrer ce 1er Avril 2020 trois nouveaux cas de Coronavirus. Ces cas seraient enregistrés dans les communes 2, 5 et 6 de Bamako. Cela porte à 31 le nombre de cas positifs identifiés. 925 personnes contacts de ces malades ont été identifiées et les recherches se poursuivent.

Les mesures prises par Le premier ministre Amadou GON Coulibaly lors de son adresse à la nation.

- suspension des contrôles fiscaux pour 3 mois
- différer pour une période de 3 mois les impôts
- réduire de 25% la patente
- rembourser la TVA
- Payer les fournisseurs de l'Etat
- Paiement des frais de magasinage
- Mise en place d'un fonds de soutien au secteur privé de 250 Millions
- mise en place d'un fonds d'appui au secteur informel
- Soutien au domaine de l'agriculture
- Soutien au domaine vivrier
- Date limite de paiement des factures reportée
- Prise en charge des factures d'eau et d'électricité pour 6 millions d'habitants

- Elargissement des filets sociaux
- Mise en place de l'enseignement à distance.



Phase dangereuse de lutte contre le COVID19 : La course vers les produits de première nécessité s'accélère au sommet de l'Etat.

Le Mali, à l'instar des autres pays du monde, vient de réaliser qu'il faut intensifier les mesures que les grandes puissances ont instaurées depuis des semaines. Avant même l'heure, c'est une course générale, au niveau des départements ministériels, qui s'organise toute la journée pour faire des stocks alimentaires.

Nos différents détours, au niveau de la cité administrative, abritant plusieurs départements ministériels, nous ont permis de constater ce 31 Mars des ravitaillements de grande qualité en produits de première nécessité. Du riz, de huile, du sucre, de la farine, de la vermicelle, du petit poids, des pâtes de tomates, de l'eau minérale ou encore du thé et du Nescafé.

Des véhicules de personnalités ont été aperçus par nos radars devant des magasins de la capitale. Aussi, des 4/4 appartenant à des officiers supérieurs de l'armée (plaque AMA) ont été signalés devant la boutique 1001 merveilles de Bamako pour l'urgence de ravitaillement en produits.

Les hauts cadres et barrons ont exhorté des proches afin qu'ils fassent leur approvisionnement alimentaire contre toute difficulté liée à un éventuel confinement. Il est urgent que les citoyens lambda emboîtent le pas à la mesure de leurs maigres.

Des sources sécuritaires et médicales s'alarment de la transmission du coronavirus à un rythme incroyable. Pour la seule journée du 31 mars 2020, le service des maladies infectieuses du Point G aurait recensé cinq (5) décès sans effectuer des tests.

Des indiscrétions avancent que ces décédés présenteraient tous des symptômes semblables à ceux du COVID19 ( problème respiratoire, écoulement nasal, forte fièvre et mal de gorge). Un de ses malades, confie un médecin, est décédé devant la porte de réanimation du point G. Les sources hospitalières annoncent que tous ces décédés ont été amenés à la morgue de l'hôpital du point G sans mesures adéquates



### Abdou Karimou Maiga

Abdou Karimou Maiga est avec Cnj-Mali Jeunesse et Amadou Diallo. Consortium Covid-19 , la réponse de la jeunesse malienne : 15 Jours de soutien dans les 6 Centres du district sanitaire de Bamako. Unis, nous vaincrons conoravirus . Bravo au consortium Covid-19.



### Hamady Traore

Comment comprendre que le coronavirus apparaisse brusquement en Chine sans qu'on arrive à situer avec exactitude son origine pathogène.? Comment, enfin, comprendre que les cas les plus gravement atteints soient venus chez nous au Mali avec des personnes âgées de la France principalement ? Je demande à nos compatriotes en France d'être vigilants et de refuser toute compromission de nature à faciliter l'importation de la maladie quel que soit l'intérêt en jeu. Cela va pour la survie de tout un peuple.



### Didier Raoult

Merci au service de cardiologie du Professeur Deharo à la Timone (AP-HM) pour leur travail de sécurisation du protocole de traitement hydroxychloroquine/azithromycine, qu'ils présentent dans cette communication. <https://mediterranee-infection.com/procedure-de-s>



### Seidik Abba

Après le Lac, qui est sur le point de basculer entièrement aux mains des Tchadiens, il faudra s'attaquer aussitôt a la forêt de Sambissa, l'autre sanctuaire de #BokoHaram, repère de Shekau dont la



capture mort ou vif aura 1 impact considerable! C'est 1 tournant dans la traque

### Larmes des pauvres

#Tchad l'armée du régime @ldrissDebyl ouvre plusieurs fronts contre le groupe terroriste Boko haram, à en croire ces images, les combats ont été violents et les forces du régime gagne du terrain.



### Moussa Mara

Dans le combat contre la pandémie COVID 19, la première arme est la transparence. Les autorités maliennes doivent renforcer considérablement le système d'information et de communication autour de leurs initiatives. Tweet 1/3.



Urgent de dire aux maliens combien de tests sont effectués chaque jour ? Qui sont testés et pourquoi ? Les personnes contacts confinées sont-elles systématiquement testées ? avec quels résultats ? Combien de malades dans les hôpitaux ? Tweet 2/3. Translate Tweet

Urgent de faire intervenir les scientifiques et experts sur la situation de notre pays : quels sont les risques de propension du virus ? Quelles explications au fait que le nombre de cas positif soit si bas ? Quelles différences avec la situation européenne et américaine. 3/3

### Moustapha Ben Barka

Bravo au crepmf de l'Union monétaire ouest-africaine pour les initiatives visant à renforcer la résilience du marché financier régional et celle de l'ensemble de ses intervenants face à la pandémie du #coronavirus. TousMobilisés StopCoronaVirus



### Mamadou Ismaila KONATE

#Mali : L'état de #COVID-19 se resserre au #Mali où les gens, les structures, le personnel de santé sont mal préparés pour l'anéantir. En face, débâcle et désertion guettent le pays, comme sur le front de guerre. Inutile de dire que ce mal va tuer beaucoup ! #RESPECTDROITSANTE





## En Un Mot : L'autre pandémie



Ce n'est pas seulement la pandémie du coronavirus qui fait des misères dans le monde. Il y a aussi et surtout le virus des fausses nouvelles ou fakes-news. Elles sont devenues des dangers permanents et récurrents. Dans de nombreux pays, on s'est vite résolu à "criminaliser" ces manipulations de l'opinion nationale et internationale. Même si on ne souhaite pas encore une telle réponse aux fausses nouvelles, il faut trouver les moyens d'arrêter les auteurs qui propagent plus rapidement leur virus. Ces derniers temps, on a annoncé l'enlèvement ou la mort de tel ou tel candidat, distillé la contamination de plusieurs agents de santé, vulgarisé le report des élections législatives ou parfois inventer l'arrestation ou la fuite des cadres cités dans des affaires de détournement. Le plus grave c'est que les mêmes personnes reprennent les mêmes bêtises pour qu'on puisse rapidement les arrêter. Ces fakes-news, désinformations et atteintes à la vie privée d'autrui en vrac sur les réseaux sociaux sont une pierre jetée dans le jardin des services de sécurité, de la justice et de l'Autorité pour la protection des données personnelles (APDP) quand on sait que ce sont des faits prévus et réprimés par la loi. Il est vraiment temps d'agir avant qu'il ne soit trop tard.

■ DAK

## Tambacounda (République du Sénégal) : C'est la panique après le décès brutal d'un émigré

Le décès d'un « Modou-Modou » venu récemment de la France et qui habite le village de Dialakoto localité située à 70 km de Tambacounda sur l'axe Kédougou a fini d'installer la peur au sein des populations de la localité. L'homme en question est rentré au Sénégal le dimanche 15 mars 2020 selon le gouverneur de la région de Tambacounda par un vol via Niamey au Niger. «C'est hier, aux environs de 17 h, que nous avons été saisi par téléphone parce qu'un homme est tombé le soir dans sa douche et a rendu l'âme», affirme M. Oumar Mamadou Baldé, gouverneur de Tambacounda. Sa famille, prise par l'angoisse du contexte où le coronavirus fait son bonhomme de chemin, a jugé nécessaire de saisir les autorités pour être édifiée sur cette mort brutale. C'est de là qu'une équipe d'agent de santé accompagnée par un détachement de la gendarmerie s'est rendue sur les lieux et le corps sans vie de l'homme a été acheminé au centre hospitalier de la capitale orientale. Une fois sur place, des prélèvements ont été effectués et achemi-

## Pandémie du Covid-19 : UBA apporte plus de 58 Millions DE F CFA



Dans le cadre de la lutte contre l'épidémie du Covid-19, le ministre de la Santé et des Affaires sociales a reçu le lundi, 30 mars 2020, un chèque de 58 600 000 FCFA des mains de M. Alhassane Sissoko, Directeur général de UBA Mali.

Il s'agissait pour le groupe bancaire d'apporter sa contribution à la lutte contre le Covid-19 qui sévit dans notre pays. Le Directeur général de l'UBA-Mali, M. Sissoko, a rassuré de l'accompagnement de son établissement financier à relever le défi de la lutte contre le coronavirus. Il a lancé un appel à toutes les bonnes volontés à contribuer pour bouter hors de nos frontières cette pandémie qui a tué des milliers de personnes à travers le monde dont deux au Mali. A l'en croire, cette contribution entre dans le cadre du soutien du président du Groupe UBA aux pays africains touché par le Covid-19. Il s'agit d'un montant global de 4 milliards de dollars US. Cependant, il a invité la population au respect strict des mesures de préventions.

Le ministre de la Santé et des Affaires sociales, Michel H. Sidibé a remercié l'institution bancaire ainsi que toutes les initiatives qui appuient le Gouvernement du Mali dans ce combat.



nés à Dakar pour les besoins du test au covid-19. Selon le gouverneur, «c'est aujourd'hui (hier, Ndlr) vers midi que les résultats nous sont revenus négatifs». Pour rappel l'homme est rentré au Sénégal et avait quitté récemment la France. Il est arrivé le lundi 16 mars et a rallié son village (Dialakoto) le même jour à bord d'un taxi. Selon les informations recueillies sur place, l'homme ne présentait aucun des signes cités du Covid-19. «A ce jour la région de Tambacounda n'a pas enregistré de cas positif et nous sommes déterminés plus que jamais à maintenir ce cap jusqu'à la fin de la pandémie, nous le souhaitons et y croyons», conclut Monsieur Baldé.

## Couvre-feu contre COVID-19 : La police frappe les contrevenants à Bamako



Les centaines de policiers et de gendarmes déployés à travers la capitale pour faire respecter le couvre-feu instauré par le Président de la République, il y a quelques jours, n'hésitent pas à user des matraques contre les contrevenants qui osent s'aventurer dans les rues au-delà de 21 heures à Bamako. A Bamako, c'est un silence total qui règne sur cette ville de plus de trois millions d'habitants à partir de 21 heures jusqu'à 5 heures du matin. Les engins à deux roues en passant par ceux à quatre roues ainsi que les piétons sont tous confinés à la maison. Les bars dancing, les restaurants, les étalages aux marchés jusqu'aux plus petites vendeuses de brochette et de carburants installés au bout de la rue sont obligés de suivre les mesures de confinement dans la nuit pour endiguer la propagation du Covid-19.

Seules les centaines d'agents de force de l'ordre et de la sécurité déployés pour l'application du couvre-feu sont visibles dans la plus grande ville du Mali. Ce silence de mort qui règne sur la capitale malienne et instauré par les patrouilles militaires commence à devenir agaçant pour les populations. Pour cause, la police frappe voire humilie pour faire respecter les mesures de confinement par les contrevenants. Depuis l'entrée en vigueur du couvre-feu, il y a quelques, les témoignages des scènes de bavures et d'humiliation policières se multiplient sur les réseaux sociaux. L'une des scènes d'humiliation policière qui est devenue virale sur la toile, on peut voir un jeune homme violenté par une patrouille, obligé de chanter et danser, le tout filmé puis publié sur le réseaux sociaux.

### Les condamnations se multiplient

Ces policiers à la main leste et le maniement de la chicotte facile à travers la ville de Bamako font aujourd'hui l'objet de graves accusations. « Les forces de l'ordre multiplient les scènes de bastonnade. Couvre-feu ne signifie pas que les forces de l'ordre et de sécurité se croient tout permis. Cette mesure instaurée par le Président de la République doit être appliquée dans le strict respect de la loi », proteste un habitant de Bamako qui a souhaité garder l'anonymat.

La commission nationale des droits de l'homme (CNDH) condamne ces bavures et ces scènes d'humiliation prétextées par les patrouilles militaires pour faire respecter le couvre-feu, instauré ces derniers jours pour tenter d'endiguer la pandémie, qui s'accélère dans notre pays avec 28 cas confirmés en une semaine. « La CNDH invite les forces de l'ordre

## Elections Législatives A Dioïla : L'honorable Mamadou Diarrassouba contraint à un 2ème tour



Le premier tour des élections législatives s'est tenu le dimanche dernier. Malgré les contextes dans lesquels ce premier tour s'est déroulé, certains caciques comme le chef de file de l'opposition l'honorable Soumaïla Cissé pourtant resté en détention par ses ravisseurs ont déjà obtenu leurs tickets pour Bagdadji. A leur différence, certaines grandes figures malmenées dans leur fief se trouvent dans des positions inconfortables et risquent un réveil extrêmement brutal au soir du second tour. En plus du chef de file de l'opposition Soumaïla Cissé qui vient une fois de plus confirmer sa suprématie dans la circonscription électorale de Niafunké, le président d'honneur de l'ADP Maliba a lui aussi tout raflé à Kayes. Si certains ont déjà eu leur billet pour la prochaine législature, par contre beaucoup d'autres apparatchiks seront contraints de livrer une dernière bataille pour une place à Bagdadji. Dans ce lot de recalés figure le très influent questeur de l'Assemblée nationale, membre du bureau politique national du Rassemblement pour le Mali (RPM). Il s'agit de l'honorable Mamadou Diarrassouba, qui livrera son ultime combat contre l'alliance Modec-Urd-Adp Maliba dans la circonscription électorale de Dioïla conduite par l'ancien ministre de l'investissement privé, l'un des hommes influents de l'opposition, dirigée par Soumaïla Cissé. Pourtant à la veille du premier tour, certains militants du RPM promettaient un coup KO à leurs adversaires. Si d'autres listes ont été éliminées, cependant l'alliance Modec-Urd-Adp Maliba semble leur donner du fil à retordre.

Il faut rappeler que la liste RPM a au moins 2 députés sortants dans sa composition : l'honorable Yiri Keïta et l'honorable Mamadou Diarrassouba dont les nombreuses réalisations à travers le Banikô et sa proximité avec son électorat militent sans doute en sa faveur.

Cependant les chances de l'alliance Modec-Urd-Adp Maliba, composée d'hommes et femmes rouillés dans la vie politique locale sont loin d'être occultées.

à faire observer le couvre-feu dans le strict respect des droits de l'homme, en particulier, le droit à l'intégrité physique et le droit à la sécurité des personnes interpellées ; rappelle l'article 3 de la Constitution du 25 février 1992 qui dispose : « Nul ne sera soumis à la torture, ni à des sévices ou traitements inhumains, cruels ou dégradants ».



## Maltraitance de l'enfant de Rokia Traore : Les membres de la fondation passerelle prouvent le contraire

Suite aux allégations faisant cas d'un éventuel mauvais entretien ou de maltraitance de la fille de Rokia Traoré par celle-ci et son entourage à Bamako, la chargée de communication non moins l'assistante de celle-ci, Laure Panerai, était face aux hommes de médias le samedi 28 mars 2020. Cette rencontre visait à démentir des allégations mais aussi et surtout d'éclairer la lanterne des journalistes sur l'évolution de la poursuite judiciaire contre l'artiste.

L'enfant de Rokia se porte bien et elle bénéficie de l'assistance qu'une bonne mère doit à sa fille, a exprimé Laure Panerai. Selon elle, la fille de Rokia fréquente une école américaine de Bamako qu'elle juge extraordinaire avec des professeurs compétents et des outils pédagogiques performants. A son âge (5ans) elle parle le français, l'anglais et le bambara. Ce qui prouve suffisamment que Rokia (mère attentionnée) est plus que jamais dévouée pour la scolarisation et le bien-être de sa fille, atteste Laure. A ce titre Mme Laure se dit étonnée d'avoir appris cette allégation de maltraitance. La fille de Rokia vit à Bamako depuis qu'elle a 4 mois, aujourd'hui elle a 5 ans et joue avec ses poupées et ses jouets, elle regarde des dessins animés comme toutes les filles de son âge et elle n'est victime d'aucune maltraitance, assure Laure. Toutefois, Laure dira que l'enfant a besoin de la chaleur et de la présence de sa mère à ses côtés dont elle est sevrée depuis plusieurs mois.

En répondant aux questions des journalistes, Laure dira que les membres de la fondation passerelle souhaitent un dénouement heureux à cette



affaire qui est très dramatique. "Nous sommes confiants et la vérité finira par triompher", a conclu Laure.

A noter que Rokia Traoré est depuis, plus d'un an en train de se battre pour la garde de son enfant. En effet, le père de la fille a convoqué Rokia devant les juridictions de la Belgique alors qu'il est établi en France. Après avoir fourni les preuves désignant que le père de la fille n'a jamais accompli ses devoirs de père vis-à-vis de l'enfant. Malgré tout, l'appareil judiciaire a décidé de donner la garde de l'enfant à son père. Lorsque Rokia a fait appel, avant la tenue du procès, elle a été incarcérée en France car la justice Belge a émis un mandat d'arrêt international à son encontre avec indice rouge. Le hic de cette histoire c'est que le père veut garder la fille, mais aussi la prise en charge de celle-ci doit être faite par Rokia Traoré. Aujourd'hui Rokia a recouvré la liberté toutefois elle est bloquée à Paris sous contrôle judiciaire. Les avocats sont à pied d'œuvre pour accélérer les procédures judiciaires qui sont arrêtées à cause du COVID-19.

## Mali : 49 motos pour les forces de sécurité de Mopti

Le vendredi 27 mars, 49 motocyclettes ont été officiellement remises par la Mission EUCAP au Gouverneur de la Région de Mopti, pour un montant de plus de 21 millions de francs CFA.

Elles sont destinées aux 3 forces de sécurité intérieure, police, gendarmerie et garde nationales, pour améliorer leur présence sur le terrain au service des populations. EUCAP dédie 70% des crédits projets qui lui sont alloués annuellement par l'Union Européenne (financée elle-même par les contribuables européens) pour appuyer le déploiement des forces de sécurité intérieure au centre du Mali.

■ EUCAP Sahel Mali



**malikile.com**  
LA PREMIÈRE PLATEFORME DE DISTRIBUTION DE COMMUNIQUÉS ET DE RELATION MÉDIAS ET BIEN D'AUTRES SERVICES !

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !

MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER



Je veux ce  
**KIT**



Proche de vous



Consulter votre Solde	*101#
Forfait internet et appel (DAMOUI)	#555#
Configurer votre Internet	APN = Malitel
Accès MobiCash	*166#
Crédit secours (Dahomé)	#444#
Joindre le service Clients	6700

**3500F**  
de bonus

---

**200% de bonus**  
sur la 1<sup>ère</sup> recharge

**100% Bonus**  
pendant 1 mois

---

**50 sms et 100 Mo**  
de forfait internet

SPRIT

**Achetez votre puce à 500 FCFA avec 500F de crédit initial et recevez en cadeaux des avantages exceptionnels\*.**

Bonus valable entre 5 et 30 jours.





COMMUNIQUÉ DU CONSEIL  
DES MINISTRES DU MALI

# Communique du conseil des ministres du mercredi, 1er avril 2020

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 1er avril 2020 dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence de Monsieur Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République.

Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a :

- adopté un projet de texte ;
- procédé à des nominations ;
- et entendu des communications.

## AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

### AU TITRE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Sur le rapport du ministre de la Communication, chargé des Relations avec les Institutions, Porte-parole du Gouvernement, le Conseil des Ministres a adopté un projet de loi autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances.

Le présent projet de loi est initié en application de l'article 74 de la Constitution.

Son adoption permettra au Gouvernement de prendre, par ordonnances des mesures, qui sont normalement du domaine de la loi, durant la période comprise entre le 1er avril 2020 et l'installation de la nouvelle Assemblée Nationale.

Les domaines d'habilitation sont :

- la création, l'organisation et le contrôle des services et organismes publics ;
- l'organisation de la production ;
- les statuts du personnel ;

- les traités et accords internationaux.

## AU CHAPITRE DES MESURES INDIVIDUELLES

Le Conseil des Ministres a procédé aux nominations suivantes :

### AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES

- Inspecteurs à l'Inspection de la Santé : Monsieur Faoussouby CAMARA, Médecin ; Monsieur Oumar COULIBALY, Médecin.

### AU TITRE DU MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS

- Directeur des Ressources Humaines des Armées : Colonel Mohamed LY.
- Directeur de la Justice Militaire : Colonel-major Issa Ousmane COULIBALY.
- Directeur de la Sécurité Militaire : Colonel Salif MALLE.
- Directeur Adjoint de la Sécurité Militaire : Colonel Mohamed Almoustapha TOURE.
- Chef d'Etat-major de l'Armée de Terre : Colonel-major Oumar DIARRA.
- Chef d'Etat-major Adjoint de l'Armée de Terre : Colonel Yacouba SANOGO.
- Sont promus au Grade de Général de Brigade, les Colonels-major : Mody BERETHE ; Oumar DIARRA ; Souleymane DOUCOURE ; Boukary KODIO.

### AU TITRE DU MINISTERE DE LA CULTURE

- Conseiller technique : Monsieur Mamadou CISSE, Chargé de Re-

cherche.

### AU TITRE DU MINISTERE DES MALIENS DE L'EXTERIEUR

- Conseiller technique : Monsieur Seid El Moutar FOFANA, Professeur de l'Enseignement Supérieur.

## AU CHAPITRE DES COMMUNICATIONS

### AU TITRE DU MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES

Le ministre de la Santé et des Affaires sociales a informé le Conseil des Ministres de l'évolution de la situation épidémiologique et des actions entreprises dans le cadre de la lutte contre la maladie à Coronavirus au Mali et dans les autres pays. Face à l'évolution de la situation au Mali, le Président de la République a instruit aux membres du Gouvernement, de veiller notamment :

- au renforcement de la surveillance épidémiologique et du dispositif sanitaire au niveau des aéroports et des corridors terrestres ;
- à la poursuite de la sensibilisation des populations sur les mesures de prévention, notamment le respect des gestes barrières dans les lieux publics ;
- à la prise en charge des malades et à la désinfection de leurs familles ;
- au renforcement des mesures d'accompagnement et de protection du personnel de santé et des agents de sécurité.

### AU TITRE DU MINISTERE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE ET DE LA DECENTRALISATION :

Le ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation a informé le Conseil des Ministres du déroulement du premier tour de l'élection des députés à l'Assemblée nationale, scrutin du 29 mars 2020.

Les opérations de vote se sont déroulées dans des conditions satisfaisantes grâce aux dispositifs sécuritaire et sanitaire mis en place dans les centres de vote.

Les opérations de centralisation des résultats sont en cours.

Bamako, le 1er avril 2020

**Le Secrétaire général du Gouvernement,  
Madame SANOGO Aminata MALLE  
Commandeur de l'Ordre national**

## Sécurité Alimentaire au Mali : Un besoin de 56 000 tonnes

Pour la reconstitution du stock national, notre pays a besoin de 56 000 tonnes pour un montant total de 22 milliards FCFA dont 15 milliards proviennent de l'Etat et un gap de 7 milliards de FCFA, a annoncé le ministre de l'Agriculture, Moulaye Ahmed Aboubacar. C'était lors d'une table ronde pour la Mobilisation des fonds en faveur du financement de la Politique Nationale de Sécurité alimentaire et Nutritionnelle.

**L**a rencontre s'est tenue à huit clôt dans la salle de réunion sous la houlette du Premier ministre, Dr Boubou Cissé, des partenaires techniques et financiers et les membres du Gouvernement et du Commissariat à la sécurité alimentaire, Kassoum Denon. A l'issue des travaux, il a été question de la pandémie du coronavirus, de toutes les démarches entreprises et les différentes mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la prévention. Le ministre de la Santé et des Affaires sociales a fait le point de la situation épidémique dans notre pays. A ce jour plus d'une vingtaine de personnes sont contaminées par le Covid-19 et environ 500 personnes contact. S'agissant de la problématique de la sécurité alimentaire, le Département en charge de cette question a fait le point de la situation, le point de besoin en termes d'aliments, de solutions apportées à la problématique nutritionnelle. « Nous sommes dans un besoin de 56 000 tonnes pour reconstituer notre stock. En-

viron 16 000 tonnes d'aliments bétails et également quelques centaines de tonnes de semence. C'est vrai que nous avons adopté un bilan de la campagne passée acceptable. Il faut reconnaître que dans les poches dans lequel il faut faire très attention. Les poches qui nous interpellent aujourd'hui le centre et le nord du pays. Nous avons combattu les oiseaux granivores dans certains bassins qui sont supposés d'être improductifs. Ceux-ci ont fait que nous n'avons pas pu atteindre les objectifs. Quand bien même que, il a été dit qu'on a dépassé les années passées mais nous n'avons pas atteindre les objectifs. Vous savez que l'insécurité a fait que beaucoup de nos producteurs se sont déplacés vers d'autres régions. C'est de bouche à nourrir en plus qu'il faut améliorer la production au niveau de ces régions d'accueils. Il faut dire que nous avons été surpris par l'installation tardive des pluies. Donc la brutalité du climat a

fait que des producteurs surpris à d'autres niveaux du pays. Ils ont connu des inondations énormes par le cours du fleuve. Plusieurs paramètres ensemble ont fait qu'il faut prendre de sérieuses solutions », a expliqué le ministre de l'Agriculture.

En répondant aux questions des journalistes, Moulaye Ahmed a affirmé que le Gouvernement a discuté avec les partenaires techniques et financiers sur l'importance des projets. En concert avec le Commissariat à la sécurité alimentaire et Nutritionnelle du Mali, dira-t-il, des dispositions vont être prises afin d'engendrer une solution. « Pour que le Mali puisse rester debout, nous allons aider notre pays dans le cadre de résilience en améliorant les conditions alimentaires et nutritionnelles », a-t-il précisé avant de signaler les difficultés que rencontrent les plus hautes autorités.

En ce qui concerne les 4,6 millions de tonnes d'excédents, le Gouvernement a eu des difficultés à contrôler le flux d'importations par rapport aux céréales. Les producteurs maliens exportent très souvent leurs produits pour résoudre d'autres problèmes. A ce titre, le Gouvernement est obligé d'être préventif afin d'éviter beaucoup de problèmes. Il s'agit, entre autres, de la prise en charge des déplacés, de la vente des gaps pour résoudre d'autres problèmes d'urgences et sérieux.

■ IBRAHIM SANOGO





## Violences basées sur le genre : Des voix s'élèvent !

La Rencontre d'échanges et d'information avec les leaders religieux sur la protection des filles, leur maintien à l'école et le mariage des enfants s'est tenu, en présence du représentant du ministre de la Promotion de la Famille, de l'Enfant et de la Famille, dans un hôtel de la ville. Le mot clé était de contribuer au renforcement du dialogue social sur la protection des filles, leur maintien à l'école et le mariage des enfants.

**F**inancé par le Royaume de Danemark, cette activité s'inscrit dans le cadre d'échanger avec les leaders religieux sur les causes et conséquences du mariage d'enfants au Mali.

A l'entame des propos, le représentant de l'ONG The Save Children, Souleymane Touré a souligné que plus d'une fille sur deux est mariée avant l'âge de 18 ans, ce qui situe le Mali au 6ème rang des pays ayant les plus forts taux de prévalence de mariage d'enfants au monde.

En outre, il précisera que les causes du mariage d'enfants sont nombreuses et complexes notamment, la sauvegarde de la virginité de la fille, le renforcement des liens de parenté,

l'analphabétisme entre autres. « **La persistance de la pratique du mariage d'enfants au Mali sont moins connues. Donc j'interpelle tous les acteurs qui sont concernés afin qu'ils expérimentent des approches novatrices qui soient même d'insuffler une nouvelle dynamique dans la prévention du phénomène** », a-t-il poursuivi.

A cet effet, le représentant du The Save Children au Mali dira que le mariage d'enfants a aussi des impacts négatifs sur la santé des mères et enfants au Mali, 37% des femmes ont eu leur premier enfant avant l'âge de 18 ans. Liées aux mariages d'enfant, les grossesses précoces créent des risques importants pour les mères adolescentes et leurs enfants,

a dit Souleymane Touré.

A l'instar des autres pays africains, a-t-il ajouté, le mariage des enfants représente un grand défi dans la réalisation des droits humains et des enfants en particuliers. Ses conséquences sont importantes. En effet, dans les pays d'Afrique sub-saharienne, se marie à 15 ans au lieu de 18 ans.

Selon le document, le taux de prévalence est de 52% pour les enfants mariés avant l'âge de 18 ans et de 17% pour les unions avant l'âge de 15 ans.

Par la même occasion, l'Imam de Torokorobougou a exhorté ses frères musulmans à mettre l'accent sur l'éducation des enfants. « **L'islam a offert beaucoup de responsabilité à la femme et au mariage. Avant, les musulmans donnaient leurs filles à l'âge de 12 ans. Mais aujourd'hui, on ne peut pas les marier à l'âge de 11 ou 12 ans car les experts dans ce domaine ont démontré que cette pratique peut porter préjudice à l'enfant** », a expliqué, Mahamadou Moussa Diallo.

Au Mali, le mariage d'enfant représente l'une des causes principales du décrochage scolaire chez les filles de 10 à 14 ans, qui est de 58% au niveau national contre 49,1% pour les garçons du même âge. Il contribue aux inégalités dans l'accès à l'éducation.

Par ailleurs, le Chef de Division de la Direction nationale de la Femme et de l'enfance, Harouna Samaké a indiqué que les approches s'inscrivent dans un processus communicationnel et d'interaction positive qui met en exergue les points de vue et positions des acteurs politiques, religieux et techniques, afin d'avancer des stratégies et solutions efficaces.

S'agissant des résultats attendus, le niveau de compréhension des leaders religieux sur les causes et les conséquences du mariage d'enfants sont renforcés. Ensuite, les points de vue et orientations des leaders religieux sur les approches et stratégies efficaces pouvant faciliter la prévention de la pratique du mariage d'enfants, sont recueillis et documentés. Enfin, des propositions concrètes sont faites pour la mise en place opérationnelle d'un réseau national inter-religieux de prévention du mariage d'enfants et de promotion du maintien scolaire des filles.

■ IBRAHIM SANOGO



## Crise scolaire au Mali : «Les négociations restent au point mort entre le gouvernement et les enseignants grévistes», dixit Adama Fomba



Aucune initiative n'est prise par le gouvernement malien pour renouer le dialogue avec les enseignants grévistes en cette période de fermeture des écoles pour raison de Coronavirus, afin de trouver un accord à la crise de l'école qui compromet sérieusement l'année scolaire 2020. «Les négociations sont au point mort entre nous enseignants grévistes et le gouvernement», a déclaré, hier, mardi 31 mars 2020, Adama Fomba, porte-parole des syndicats de l'éducation signataires du 15 Octobre 2016. Faut-il dormir à côté de ce dossier qui est un sujet autant aussi explosif que le Covid-19 et la crise sécuritaire que connaît notre pays ?

Les écoles sont fermées pour trois semaines par le gouvernement malien afin de lutter contre le Coronavirus ou Covid-19. Fermer les classes est un bien en soi pour contrer la pandémie. Mais préparer à les rouvrir dans les meilleures conditions, surtout les écoles publiques dont les enseignants sont constamment en grève depuis le démarrage de l'année scolaire 2019-2020, est encore mieux. Mais la réouverture ne pourrait réussir, il faut le dire, sans chercher à décanter le blocage qui prévaut au niveau des négociations entre les syndicats d'enseignants et le gouvernement. Selon les enseignants grévistes, rien n'est fait dans ce sens. Adama Fomba, porte-parole des syn-

dicats de l'éducation signataires du 15 Octobre 2016, joint au téléphone, indique que les négociations sont au point mort entre les syndicats de l'éducation signataires du 15 Octobre 2016 et le gouvernement de même qu'avec la commission de conciliation : «Depuis la fermeture des classes par l'Etat malien, il n'y a eu aucune conciliation, il n'y a eu aucun pourparlers entre le gouvernement ou la commission de conciliation avec nous. Les négociations restent au point mort», a déclaré Adama Fomba.

Les syndicats de l'éducation signataires du 15 Octobre 2016, précise Adama Fomba, ne cherche rien d'autre que l'application de l'article 39 qui stipule que « toute majoration des rémunérations des fonctionnaires relevant du Statut général s'applique de plein droit au personnel enseignant de l'Enseignement secondaire, de l'Enseignement fondamental et de l'Education préscolaire et spéciale ».

Par ailleurs, ajoute le porte-parole Adama Fomba, « nous exigeons aussi du gouvernement malien l'application des autres textes relatifs à l'exercice du droit de grève au Mali. Car, explique Fomba, le gouvernement, au lieu de prélever les jours de grèves sur nos salaires, se donne le droit, en violation de tous les textes, de couper nos salaires des mois de février et mars.

A rappeler qu'entre le gouvernement et les enseignants grévistes la tension ne cesse de

monter. On se souvient que les enseignants grévistes avaient observé une grève de 20 jours, soit 480 heures allant du lundi 17 au vendredi 21 février 2020, du lundi 24 au vendredi 28 février 2020, du lundi 02 au vendredi 06 mars 2020 et du lundi 09 au vendredi 13 mars 2020 inclus si la revendication n'est pas satisfaite. La rétention des notes est avec effet immédiat. Cette grève a précédé d'autres cessations de travail par les enseignants signataires du 15 Octobre 2016. A savoir aussi qu'ils ont battu plusieurs fois, de façon pacifique, le pavé. La dernière a cependant été réprimée violemment par les forces de l'ordre. Malgré cette répression, ne comptant pas se laisser faire, les enseignants grévistes ont encore déposé un autre préavis de grève de 25 jours qui fut retiré ensuite avec la fermeture des écoles par le gouvernement malien pour raison du Covid-19. Pour le porte-parole des syndicats de l'éducation signataires du 15 Octobre 2016, Adama Fomba, le retrait de ce préavis de grève s'explique par le fait qu'il prenait une bonne partie du temps de la fermeture des écoles. « Nous préparons d'autres préavis, si un accord n'est pas trouvé d'ici la reprise », affirme Adama Fomba.

■ HADAMA B. FOFANA



## Lutte contre le coronavirus : Prendre des mesures partout et à tout moment

**A**fin de s'assurer de l'effectivité des mesures sanitaires édictées par les autorités contre la pandémie du Covid-19 et sensibiliser le personnel, le ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique, Oumar Hamadoun Dicko, a effectué, hier, des visites de vérification dans les différentes directions nationales rattachées à son département

Le gouvernement est sur son cheval de bataille contre la propagation du Covid-19 dans notre pays. Des mesures sanitaires ont été édictées à cet effet. C'est dans ce cadre que le ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique a offert du gel hydro-alcoolique, des gants, des masques et des kits de lavage des mains à ses directions nationales pour lutter contre la maladie à coronavirus.

Afin de vérifier l'application stricte des mesures prises par le gouvernement, le ministre Oumar Hamadoun Dicko a visité successivement la direction nationale de la Fonction publique et du Personnel, la direction nationale du Travail et le Centre national des concours de la Fonction publique. Il s'agissait pour le ministre de s'enquérir de la présence effective du matériel, de la diffusion de la bonne information à l'endroit des usagers et du personnel.

À la direction nationale de la Fonction publique et du personnel, le directeur Amadou Fabé a guidé la visite. Oumar Hamadoun Dicko et sa délégation se sont rendus dans tous les bureaux dudit service.

Et le message adressé au personnel partout était très clair : «Mettez le gel hydro-alcoolique en face pour utiliser et en faire utiliser les usagers... portez les masques. Le coronavirus ne blague pas, donc il ne faut pas blaguer avec lui. Protégez-vous, protégez-nous et protégez les autres».

Le même message a été lancé par le directeur national du Travail, Fassoun Coulibaly et celui du Centre national des Concours de la Fonction publique, Ousmane Magassi.

Aux termes de la visite, le ministre Dicko a noté l'application réelle des mesures sanitaires exigées. «Je dois reconnaître que partout où nous sommes passés, nous avons trouvé à l'entrée et dans les bureaux des mesures utiles qui sont prises pour faire face au coronavirus», a-t-il déclaré.

Malgré tout, le ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique a insisté auprès du personnel de prendre, indépendamment des lieux de travail, des dispositions dans les différents domiciles. Cela, afin que les bureaux soient le prolongement des différentes familles et que des familles soient le prolongement des bureaux. Selon lui, ces mesures doivent être prises partout, à chaque instant, à tout moment, dans tout lieu.

«Ça ne sert à rien si vous êtes protégés au bu-

reau et que vous ne l'êtes pas à la maison. Passez le message dans vos familles respectives, faites utiliser le lavage des mains au savon à la maison», a-t-il conseillé.

Oumar Hamadoun Dicko a saisi l'occasion pour informer ses interlocuteurs de la dernière décision prise par le gouvernement sur le changement des heures de travail. Et désormais, jusqu'à nouvel ordre, il a été décidé de travailler de 7h30 mn à 14 heures sans interruption, et cela du lundi au jeudi, et de 7heures30 à 12heures 30 le vendredi.

Selon le ministre Dicko, ce changement d'horaires de travail permet de gagner du temps, de véhiculer une meilleure information et de procéder à une meilleure sensibilisation contre le coronavirus. Il consiste aussi à empêcher la progression de cette maladie dans notre pays.

Visiblement, cette visite du ministre du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique a permis au personnel de prendre très au sérieux la dangerosité de la pandémie et surtout l'importance de l'application des mesures édictées.

■ OUMAR DIAKITÉ





## Législatives 2020 : Après le 1er tour, les constats et les défis à relever

**A**près le 1er tour des législatives, tenu le dimanche dernier, la synergie des Organisations de la société civile et de la CNDH ont formulé des constats et les défis à relever pour le bon déroulement du second tour, prévu le 19 avril prochain.

Les constats relèvent entre autres: du faible taux de retrait des cartes d'électeurs dans certaines localités ; de la large participation des partis politiques et des candidats indépendants au processus ; des violences et enlèvements des candidats et véhicules de campagnes, notamment le Chef de file de l'opposition ; des attaques perpétrées contre les convois des missions d'acheminement du matériel électoral ; du faible engouement autour de la campagne électorale ; du non-respect des règles d'affichage ; de la faible implication des organisations de la société civile dans le dialogue politique ; de la problématique de l'accès équitable des candidats aux médias d'État pendant la période préélectorale. Auxquels, il faut ajouter le déploiement tardif des représentants de l'administration dans certaines parties du territoire ; le dérapage dans l'utilisation des réseaux sociaux à des fins électoralistes ; les mesures de restriction prises par le gouvernement pour la prévention de la maladie à coro-

navirus, qui ont eu une incidence sur la campagne électorale et les messages de sensibilisation inclusifs notamment les messages en langues de signes à la télévision nationale.

### Les défis

Parmi les défis à relever, selon la synergie des OSC et la CNDH, on peut retenir : le déroulement du scrutin dans un climat pacifique sur toute l'étendue du territoire ; l'exercice effectif du droit de vote par tous les électeurs ; la sécurisation du processus électoral ; le taux de participation ; l'acceptation des résultats par tous ; le non-recours à la violence pour contester les résultats ; l'exercice de la mission des Observateurs et des agents électoraux face au couvre-feu en vigueur ; le respect des mesures liées à la gestion de la pandémie à coronavirus.

### Les recommandations :

La synergie et la CNDH recommandent au Gouvernement : la sécurisation de l'ensemble du processus électoral ; la transparence du scrutin ; le renforcement de la confiance entre les principaux acteurs du processus, l'accessibilité

des bureaux de vote aux personnes vivant avec un handicap ; le respect scrupuleux des mesures sanitaires contre la pandémie du coronavirus ; la publication des résultats bureau de vote par bureau de vote ; la prise en compte de mesures spécifiques pour le libre exercice des missions d'observation et des agents électoraux dans le cadre du couvre-feu.

Elle invite aussi la CENI à veiller sur le bon déroulement du scrutin ; d'interagir avec le Ministère de l'Administration territoriale et le Ministère de la Sécurité sur les mesures liées au couvre-feu le jour du scrutin. A la Cour constitutionnelle, la mise en œuvre des exigences légales dans le cadre de son mécanisme d'investigation, en vue de la gestion du contentieux électoral et aux Partis politiques et aux Candidats : au respect scrupuleux de l'Article 73 Nouveau, concernant l'arrêt de toutes formes d'achat de conscience et l'utilisation des biens ou moyens de l'État ; à la sensibilisation des militants à la non-violence électorale ; à la sensibilisation de leurs militants sur les mesures liées à la pandémie du covid19 ;

La synergie et la CNDH recommandent aux Organisations de la société civile, la sensibilisation des citoyens à l'exercice de leurs droits civiques et politiques.

Il faut noter que la Synergie et la CNDH, dont le Chef de mission est Dr Ibrahima SANGHO, ont pour mandat l'évaluation professionnelle et impartiale de la régularité et de la transparence des élections législatives du 29 mars au 19 avril 2020.



# Enlèvement du chef de file de l'opposition malienne, Soumaïla Cissé : Les réactions des leaders politiques

Le mercredi 25 mars 2020, dans l'après-midi, le Président de l'Union pour la République et la Démocratie (URD), l'honorable Soumaïla Cissé, chef de file de l'opposition malienne et les membres de sa délégation ont été enlevés entre Saraféré et Koumaïra dans le cercle de Niafunké (Région de Tombouctou) par un groupe armé. Depuis le 25 mars dernier jusqu'à hier mardi 31 mars 2020 où nous mettons cet article sous presse, l'honorable Soumaïla Cissé est toujours entre les mains de ses ravisseurs. Cet enlèvement a créé l'émoi, l'indignation au sein de la classe politique qui a dénoncé avec la dernière énergie cet acte. Lisez ci-dessous la réaction des leaders politiques sur l'enlèvement de Soumaïla Cissé.

**SOUMEYLOU BOUBEYE MAIGA, ancien Premier ministre, Président de l'Asma-CFP:** « J'exprime ma disponibilité à m'associer à toutes actions en vue de sa libération ».

Aujourd'hui, samedi 28 mars 2020, j'ai rendu une visite à la Cellule de crise mise en place au Cabinet du chef de file de l'opposition politique à Badalabougou, pour exprimer ma solidarité et mon soutien. J'ai également exprimé ma disponibilité à m'associer à toutes actions en vue de sa libération.

**MOUSSA MARA, ancien Premier ministre, Président du parti Yèlèma :** « Très triste pour Soumaïla Cissé... »

Très triste pour Soumaïla Cissé toujours maintenu en captivité et empêché de faire valoir ses droits. Solidaire avec sa famille et avec l'ensemble de ses soutiens. Demande à toutes les bonnes volontés de s'impliquer pour obtenir sa libération sans délais.

**MOUNTAGA TALL, ancien ministre, Président du CNID FYT.** « Prions pour que ALLAH SWT protège Soumaïla Cissé... ».

Quelles que puissent être les circonstances et les suites, ce problème n'aurait jamais dû se poser. Qui a mis le feu n'est pas une question pertinente quand la case paternelle brûle. Unis dans nos pensées et efforts prions pour que ALLAH SWT protège Soumaïla Cissé et sa délégation. Amine !

**TIEBILE DRAME, ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale, Président du PARENA:** « Mobilisé, chaque heure, depuis le 25 mars pour son retour à la maison »

Pensées pour mon frère et ami Soumaïla Cissé. Mobilisé, chaque heure, depuis le 25 mars pour son retour à la maison.

**TIEMAN HUBERT COULIBALY, ancien ministre, Président de l'UDD.** « Prions qu'ils nous reviennent sains et saufs » : Nous sommes tous profondément inquiets au sujet de Soumaïla Cissé et sa délégation dans le cercle de Niafunké. J'adresse mes encouragements à sa famille et à son parti. Prions qu'ils nous reviennent sains et saufs. Où qu'ils soient, qu'Allah les protège.

**HONORABLE KARIM KEÏTA, Président de la Commission Défense de l'Assemblée nationale du Mali, membre du RPM**

« Reviens-nous vite tonton Soumaïla » : Plus qu'un collègue parlementaire ! C'est avant tout un oncle. Reviens-nous vite tonton Soumaïla. Mes pensées vont à Papi, aux jumeaux et à Tanti surtout. Je suis de cœur avec vous !

**HONORABLE MAMADOU DIARRASSOUBA, 1er questeur de l'Assemblée de l'Assemblée nationale du Mali, secrétaire à l'organisation du RPM.** « Je prie Allah le Tout puissant pour qu'ils regagnent tous leur famille respective sains et saufs »

Je viens par ce présent message apporter tout mon soutien et toute ma compassion au bureau politique de l'URD suite à l'enlèvement de l'honorable Soumaïla Cissé le mercredi 25 mars 2020. Selon les informations, les autorités mettent tout en œuvre pour les retrouver, lui et sa délégation. Et je prie Allah le tout puissant pour qu'ils regagnent tous leur famille respective sains et saufs. De cœur avec les camarades

URD.

**SOULEYMANE TIEFOLO KONE, membre du parti Fare Anka Wuli.** « Le pouvoir IBK a tout intérêt de prendre des dispositions pratiques en vue de la libération immédiate de Chef de file de l'opposition... »

L'enlèvement de Soumaïla Cissé illustre mieux que tout discours la faillite sécuritaire du régime IBK. Mais plus choquant a été l'attitude du Chef de l'Etat face à cette situation qui pourtant l'implique personnellement. Il a manqué d'humanité, de compassion et surtout de stature d'homme d'Etat.

En effet l'enlèvement du Chef de file de l'opposition Soumaïla Cissé et le mépris avec lequel le Chef de l'Etat Ibrahim Boubacar Keita a ignoré cette affaire très grave dans son adresse à la nation, alors même qu'il avait toutes les informations y afférentes, a enfoncé un clou supplémentaire dans le cercueil de la démocratie au Mali. Le Président de l'URD, trois fois arrivé second dans toutes les élections présidentielles du pays auxquelles il a été candidat, est à tout le moins la deuxième personnalité politique du Mali, sinon la première quand on sait qu'il a été floué de sa victoire lors de la présidentielle de 2018. Son enlèvement, faute de gestion correcte de la part du Pouvoir IBK, en plus d'être une crise politique majeure, pourrait déboucher sur une crise de régime dans le pays. En s'engageant dans cette campagne, le chef de file de l'opposition n'ignorait rien de la situation sécuritaire dans sa circonscription électorale. Il avait fait le pari avec le reste de l'opposition qui depuis 2016 au cours des communales avait décidé de ne pas laisser le pays se faire chiffonner par la seule volonté du pouvoir, malgré



les conditions d'organisation déplorables des dites élections. Dans la presse en ligne, il était question des menaces pour perturber sa campagne. Certaines de ces menaces étaient même imputées à un service spécial de l'Etat sans que le citoyen ait eu droit à un démenti.

A l'arrivée, aucun dispositif sécuritaire n'est venu appuyer ou confirmer la volonté de l'Etat à organiser des élections dans la stabilité, la protection du vote des citoyens ainsi que la sécurité et l'intégrité physique des candidats. C'est dire que la responsabilité de IBK, dans la situation faite à Soumaïla Cissé n'est pas que politique ou morale, elle est personnelle en ce sens qu'elle relève de la mise en danger de la vie d'autrui. Car c'est dans un entêtement incroyable que le Pouvoir IBK a imposé au Mali, l'élection des députés dans un climat d'insécurité totale. Pour qu'il ne soit accusé de pactiser avec les réseaux terroristes à des fins de neutralisation d'adversaires politiques, le pouvoir IBK a tout intérêt de prendre des dispositions pratiques en vue de la libération immédiate de Chef de file de l'opposition et du reste de sa délégation. L'adversité politique ne peut tout justifier une inaction ou de calculs

politiciens face à l'urgence de la libération.

**BABAROU BOCOUM, membre du parti SADI**  
**« Malgré nos divergences idéologiques, rien ne peut justifier ce qui lui arrive »**

Nous ne passons point une journée sans avoir une pensée pour le président de l'URD ainsi que toute sa famille politique et biologique. Malgré nos divergences idéologiques, rien ne peut justifier ce qui lui arrive, notre solidarité est totale et sans failles. Cependant, il est important de signaler que dans une telle circonstance, toute déclaration politique officielle peut compliquer, voire aggraver la situation, c'est pourquoi nous gardons le silence qui est différent de l'oubli et de l'indifférence tout en laissant le soin aux spécialistes de la négociation ainsi que les services spéciaux de l'Etat de faire ce pour quoi ils existent. Nous prions tous ensemble pour un dénouement heureux.

**CHEICK OUMAR DIALLO – COD, membre du parti ADP-MALIBA.**  
**« Je garde une très forte pensée pour le Président de l'URD, Soumaïla Cissé, retenu contre son gré »**

Malgré l'euphorie autour des élections législa-

tives, je garde une très forte pensée pour le Président de l'URD, Soumaïla Cissé, retenu contre son gré depuis près d'une semaine avec sa délégation. Solidarité avec Tanti et toute la famille. Libérez-les!

**ABOUBACAR SIDICK FOMBA, PRESIDENT DU PARTI ADEPM.**  
**« Initions une mobilisation nationale pour sa libération »**

Aucun président de parti politique n'est à l'abri de l'enlèvement. C'est le tour de Soumaïla Cissé aujourd'hui et demain sera le tour de qui ? Personne ne sait cela. Je propose une journée de solidarité de tous les présidents de partis politiques de l'opposition et de la majorité en soutien à Soumaïla Cissé. Nous avons tous compati individuellement et nous pouvons aussi agir collectivement pour demander l'aide de tous les partenaires du Mali. Soumaïla Cissé a initié le recueillement pour la tragédie de Gao. Initions une mobilisation nationale pour sa libération.

■ Rassemblés par  
**AGUIBOU SOGODOGO**



## Contre le Covid-19 au Mali : Certains transporteurs en commun foulent au pied les décisions du MTMU

L'avènement des premiers cas de maladie à coronavirus au Mali a suscité beaucoup d'inquiétude du côté des autorités. En effet, des mesures de prévention ont été recommandées aux populations en vue d'éviter la propagation de la pandémie. Mais ces mesures de protection sont royalement ignorées par certains acteurs du transport en commun. C'est le constat que nous avons fait ce 31 mars 2020 en Commune VI du district de Bamako, dans quelques gares de transport routier. Le nombre de transport urbain et interurbain par tricycle ou quadricycle à moteur est limité sur toute l'étendue du territoire national du Mali. Telle est la nouvelle mesure prise par un arrêté conjoint du ministère en charge des Transports. Mais cette nouvelle mesure semble être ignorée par certains transports sur le terrain.

Le mardi dernier à la gare routière de Sogoniko, le constat était surprenant. Certains continuaient de se serrer les mains. Même s'il y avait quelques dispositifs de lavage des mains, en somme, les habitudes n'ont pas changé du côté des transports en commun. A notre micro, des personnes que nous avons interviewées estiment « qu'avant que les autorités prennent de mesure pour les transports urbains en commun, ils doivent réfléchir d'abord même si c'est pour notre santé ». D'autres vont jusqu'à dire que le coronavirus ne peut pas changer leurs habitudes, ils continueront de se serrer la main et charger leur cars et véhicules comme avant. « Avec ce couvre-feu en cours et les nouvelles mesures prises par les autorités, nous sommes vraiment obligés de respecter certaines choses. Mais dire que les transports en

commun doivent limiter à 12 personnes me paraît bizarre. Les transporteurs paient les recettes. Et tant que ces recettes ne seront diminuées nous ne pouvons pas respecter ces consignes des autorités. C'est à travers ça que nous arrivons à nourrir nos familles », fulmine un chauffeur.

Autre lieu, même constat dans plusieurs Sotrama de la place. Aucun dispositif n'est prévu pour se désinfecter, ici les consignes du ministre en charge des Transports sont foulées au pied par les conducteurs de Sotrama. En revanche, chez les compagnies de transport CMT, des mesures sont prises. Nous y avons vu des dispositifs de lavage des mains, du gel hydro alcoolique. Aussi, les passagers subissent une prise de température avant d'embarquer. Pour un agent de cette compagnie, « la salle d'embarquement et l'intérieur du bus sont désinfectés ». Il précise aussi que les bus de sa société sont équipés de systèmes d'extraction d'air, et les chauffeurs ont pour consigne de l'activer pour permettre le renouvellement de l'air dans le bus. Toutefois il ajoute que « des dispositifs de lavage des mains sont disponibles et obligatoires pour chaque passager. Et l'accès dans le car est conditionné à la prise de température ».



## Coronavirus en RCI : Corlay Côte d'Ivoire offre 8130 litres de carburant au ministère de la Santé pour la lutte contre le Covid-19



**C**orlay Côte d'Ivoire offre 8130 litres de carburant au ministère de la Santé pour la lutte contre le Covid-19

L'élan de solidarité pour la lutte contre le coronavirus (Covid-19) se poursuit en Côte d'Ivoire où la société d'hydrocarbures Corlay a fait don, mardi à Abidjan, de bons de carburant au ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

L'élan de solidarité pour la lutte contre le coronavirus (Covid-19) se poursuit en Côte d'Ivoire où la société d'hydrocarbures Corlay a fait don, mardi à Abidjan, de bons de carburant au ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique afin de faciliter la «mobilité» des différents services de santé engagés dans la lutte contre cette pandémie dans le pays.

A travers ce don, Corlay Côte d'Ivoire qui opère sur le marché de la distribution et de la commercialisation de produits pétroliers, répond ainsi à l'appel des plus hautes autorités ivoiriennes, notamment celui du président de la République, Alassane Ouattara.

« Répondant à l'appel du chef de l'Etat et de son gouvernement, en particulier celui de sa tutelle, le Ministère du Pétrole, de l'Energie et

des Energies renouvelables, le Conseil d'administration, la Direction générale et le personnel (...), affichant leur détermination à freiner la pandémie du Coronavirus en Côte d'Ivoire, offrent des bons d'essence d'une valeur de 5 millions FCFA, soit l'équivalent de 8130 litres au ministère de la Santé et de l'hygiène publique pour le soutenir dans cette guerre sanitaire », a déclaré Amadou Touré, le Directeur général de Corlay Côte d'Ivoire.

Ces bons, a-t-il précisé, sont destinés à l'Institut national de l'hygiène publique (INHP), au Service des maladies infectieuses et tropicales (SMIT) sis au Centre hospitalier et universitaire (CHU) de Treichville, au Service d'aide médicale urgente (SAMU) et à l'Institut Pasteur à « l'effet d'apporter une riposte rapide et efficace contre la maladie à Coronavirus ».

Cette entreprise citoyenne « entend ainsi jouer sa partition dans la lutte contre la propagation de cette pandémie qui prend une ascension vertigineuse au sein de la population », a conclu son Directeur général, espérant que cette démarche fasse tache d'huile auprès d'autres entreprises.

Saluant ce geste citoyen de Corlay Côte

d'Ivoire, le ministre ivoirien de la Santé et de l'Hygiène publique, Dr Eugène Aka Aouélé, a souligné que le gouvernement a fait le premier pas et attend d'être appuyé par les bonnes volontés et les partenaires techniques et financiers.

« La mobilisation est totale », s'est félicité le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique, ajoutant que « cela nous fait penser qu'avec un peu de chance, nous pourrions faire barrage à la propagation de cette pandémie ».

Dimanche, la Côte d'Ivoire a annoncé son premier cas de décès de Coronavirus (Covid-19). A ce jour, le pays compte officiellement 179 cas confirmés au Covid-19 dont sept déclarés guéris et un décès.

Pour casser la chaîne de progression du Coronavirus en Côte d'Ivoire, les autorités ivoiriennes ont interdit toute entrée dans le Grand Abidjan, depuis le dimanche 29 mars 2020 à minuit, isolant la capitale économique de l'intérieur du pays et du reste du monde. Un couvre-feu est également en vigueur de 21h00 à 05h00 sur l'ensemble du territoire national.

■ A. N



## Coronavirus : Le Sénégalais Pape Diouf est décédé



L'ancien président de l'Olympique de Marseille se trouvait sous assistance respiratoire à Dakar après avoir été testé positif au Covid-19. L'ex-président de l'Olympique de Marseille

Pape Diouf (68 ans) est décédé du coronavirus, a-t-on appris mardi de source familiale. Son décès a été confirmé par la RTS, la chaîne de télévision publique du Sénégal. Pape Diouf devait être rapatrié de Dakar à Nice en avion sa-

nitaire, mais son état s'est dégradé, l'avion n'a pas pu décoller et il est décédé sur le sol sénégalais, a-t-on appris de même source. Atteint par le coronavirus et sous assistance respiratoire, Pape Diouf avait été hospitalisé à Dakar.

Mardi, il devait être évacué vers la France par un vol spécial affrété par l'ambassade de France au Sénégal et sa famille devait le rejoindre à Nice. Ancien journaliste, agent de joueurs puis dirigeant de l'OM, de 2005 à 2009, Pape Diouf avait notamment contribué à bâtir l'équipe championne de France 2010, après 17 années sans titres pour l'OM.

Découvrez ce que l'analyse du cerveau d'Einstein révèle sur le cerveau

Selon les dernières données communiquées par l'université Johns-Hopkins, 175 personnes ont été diagnostiquées positives au coronavirus. Dans le monde, la pandémie a fait plus de 40 000 morts, selon un bilan établi par l'Agence France-Presse à partir de sources officielles mardi à 16 h 20 GMT. 803 645 cas ont par ailleurs été officiellement déclarés dans le monde.

An advertisement for SAER EMPLOI. The background is a dark blue gradient with a yellow and blue geometric pattern at the bottom. The logo for SAER EMPLOI is in the top left, with the text 'SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS' below it. On the right, the text 'GESTION DES RESSOURCES HUMAINES' is written in white. In the center, the text 'Leader des services de Gestion des Ressources Humaines et Paie en Afrique de l'Ouest' is written in white, flanked by two yellow square icons.

## Covid-19 : Djoliba, le complexe Karounga Keïta fermé jusqu'à nouvel ordre

**A** l'instar des autres clubs, les Rouges de Bamako ont décidé de suspendre les séances d'entraînement pour toutes les équipes, à cause de la pandémie du coronavirus

«Nous vous informons qu'à la suite de la découverte des cas de coronavirus dans notre pays et par mesure de précaution, nous sommes contraints de suspendre les entraînements des équipes de catégories jeunes et des équipes premières de football et de basket-ball jusqu'à nouvel ordre». C'est par ce communiqué, signé de Modibo Coulibaly, le secrétaire général du club, que le Djoliba AC a annoncé la fermeture du Complexe sportif Karounga Keïta jusqu'à nouvel ordre. Aucune date n'a été annoncée pour une éventuelle reprise des activités, mais il y a fort à parier, compte tenu de la propagation rapide du Covid-19 à travers le monde, que le chômage

technique va durer quelques semaines pour les joueurs et les basketteurs des Rouges.

«Nous reviendrions vers vous lorsque les sessions reprendront par courriels et sur le site officiel du club. Nous nous excusons des désagréments que ces mesures pourraient avoir, mais la santé et la sécurité des enfants doivent primer sur tout», explique Modibo Coulibaly, en précisant que dès l'annonce des premiers cas de coronavirus au Mali, le Djoliba a pris certaines mesures préventives comme la suspension des entraînements des équipes de catégories d'âge.

Pour le président du comité des supporters du club, Arouna Vieux Diallo, la fermeture du terrain d'entraînement jusqu'à nouvel ordre est une bonne chose et cette mesure doit être respectée par tout le monde.

«On avait déjà informé les supporters avant que la décision ne soit prise. C'est une décision

qui consiste simplement à se protéger et à protéger les autres contre la pandémie du coronavirus. Nous demandons à tous les supporters de respecter les gestes barrière et participer, chacun à son niveau, à la campagne de lutte contre cette maladie qui a déjà fait des ravages dans le monde», a insisté Arouna Vieux Diallo.

Pour mémoire, la suspension des activités sportives est intervenue, alors qu'il ne restait qu'une journée de championnat à disputer. Le Djoliba et le Stade malien, premiers des poules A et B, avaient déjà leur ticket du carré d'as en poche et attendaient de connaître le nom des deux autres équipes qualifiées pour l'ultime phase du championnat.

■ **Boubacar KANTÉ**







## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Vous pourriez abandonner facilement, si vous vous écoutiez, seulement, quelque chose vous dit, que vous ne devez pas lâcher. Vos supérieurs vantent vos mérites. Prendre leurs compliments comme un vrai booster devrait flatter votre ego !

Le climat est propice à une nette amélioration financière. Vous commencez enfin à voir le bout du tunnel, dans un coin de votre tête, les nouveaux projets s'invitent. On peut dire que vous avez de la suite dans les idées, cher Bélier !



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

La situation est difficile, votre humeur perturbe les relations professionnelles. Des imprévus risquent de venir vous contrarier fortement, et votre réaction pourrait s'avérer démesurée. Modérez vos ardeurs au maximum, au risque de surprendre vos collègues !

Prudence, des excès en tout genre risquent de se produire ! Le mauvais aspect Lune/Jupiter vous amène beaucoup d'insouciance, et vous pousse à commettre de folles dépenses. Reprenez vite le contrôle, vous risquez un appel de votre banquier !



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous progresserez avec assurance dans votre vie professionnelle. Votre autorité, dopée par Mars en Verseau, deviendra naturelle et sera votre meilleure alliée. Vos idées auront des suffrages et vous n'aurez aucun mal à vous rallier les bonnes volontés.

Depuis un secteur astral en charge de votre argent, Jupiter confortera cet équilibre financier auquel vous aspirerez. Certes, vous ne serez pas en mesure de tout régler, mais vos initiatives engagées dans cette optique commenceront à porter leurs fruits.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Dans la vie professionnelle, ça bouge aujourd'hui. Des turbulences sont annoncées, de quoi vous donner le tournis. Entre nouvelles propositions de travail, possibilité de changement de poste et revalorisation du salaire, il s'en passe des choses !

Vous avez sûrement des objectifs financiers ambitieux, seulement vous avez encore de la difficulté à trouver des appuis, pas de panique, cher Cancer, tout vient à point à qui sait attendre. Votre jour de gloire va forcément arriver !



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Dans la vie professionnelle, ça bouge aujourd'hui. Des turbulences sont annoncées, de quoi vous donner le tournis. Entre nouvelles propositions de travail, possibilité de changement de poste et revalorisation du salaire, il s'en passe des choses !

Vous avez sûrement des objectifs financiers ambitieux, seulement vous avez encore de la difficulté à trouver des appuis, pas de panique, cher Cancer, tout vient à point à qui sait attendre. Votre jour de gloire va forcément arriver !



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Vous pourriez voir vos desseins professionnels qui tardent à se réaliser, voire même être annulés. Mais heureusement, vous regorgez d'idées et repartez sur d'autres projets qui vous tiennent à coeur, et proposez vos ébauches, qui séduisent, comme toujours.

Attention, les excès en tout genre sont là ! Et les dépenses ne font pas exception. Vous, si économe, avez tendance aujourd'hui à ne pas compter, alors soyez prudent et restez terre-à-terre ! Ne vous lancez pas dans de folles aventures monétaires !



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous aurez du travail par-dessus la tête et des échéances difficiles à tenir. En plus, vos appuis manqueront de fiabilité et les conflits à gérer s'accumuleront. Il n'y aura rien d'insurmontable, malgré tout. Concentrez-vous sur ce qui avancera.

Pluton au carré de votre signe vous conseillera d'être rigoureux. Pointez vos relevés de comptes, vérifiez que vous êtes à jour dans toutes vos factures, revoquez à la baisse certains postes de dépenses. Il sera temps de modifier certaines de vos dispositions.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Un changement professionnel s'annonce. Vous avez l'occasion de pouvoir vous épanouir dans un secteur que vous avez choisi tout en gardant du temps pour vous et pour vos activités extra-professionnelles. Vous pouvez opter pour le télétravail.

Cher natif, vous n'avez pas d'autres options, que celle de prendre en main vos finances. Vous ne pourrez pas dire que vous n'étiez pas prévenu. Si vous attendez qu'un bon plan ou une rentrée d'argent vous tombe dessus, ce n'est pas pour aujourd'hui.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Une avancée considérable vous donne l'occasion de faire de nouveaux projets professionnels. Vous pourriez recevoir une augmentation de salaire en récompense de tous les efforts que vous avez fournis ces dernières semaines. On vous fait confiance.

De nouveaux projets prometteurs pourraient vous faire gagner beaucoup d'argent. On vous contacte pour mettre en place un plan de financement. Votre envie de partir à la conquête de pistes encore inexplorées éveille votre curiosité.



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Votre ténacité et votre sérieux portent leurs fruits, vous excellez professionnellement ! Les relations avec vos collègues sont parfaites, la confiance et le respect sont bien présents, votre loyauté et votre sincérité sont appréciées. Un sans faute !

L'attention est requise aujourd'hui concernant vos finances ! Jupiter n'aide pas aux économies ni aux restrictions, bien au contraire ! Vous êtes tenté de dépenser plus que vous ne voudriez, gare aux excès ! Soyez vigilant avec votre porte-monnaie.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

Au travail, autant vous dire ou plutôt annoncer à vos collègues qu'on ne vous verra pas souvent lever le nez de vos dossiers. Travailleur infatigable et déterminé à tout boucler avant la fin de la journée, il sera difficile de communiquer avec vous.

Mercury dans votre secteur argent vous fera souffrir en compliquant le déroulement de vos démarches financières. Vous n'aurez pas de réponses à vos demandes et lorsque vous en recevrez une, votre interlocuteur n'aura pas les compétences pour vous guider.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Une belle concentration vous permet de finaliser un projet. Même si vous n'êtes pas très à l'aise avec les compliments, votre hiérarchie vous félicite. Vous avez envie d'exploiter votre sens créatif, alors, faites-vous plaisir, cher Poissons.

Vous profitez des conseils et de la bienveillance de vos proches, vous êtes à jour, vous vous acquittez de vos obligations, vous épargnez, tout vous semble facile. Vous avez l'opportunité et l'avantage d'améliorer considérablement vos revenus.

# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



**BDU - BF**  
BURKINA FASO



**BDU - CI**  
CÔTE D'IVOIRE



**BDM FRANCE**  
FRANCE



**BDU**  
BANCO DA UNIÃO  
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



**BDM SA**